

Ils ne résistent plus, ils crèvent. Comme des bêtes ! Parqués, puis exterminés dans l'immense abattoir libanais. Décidément, les palestiniens auront tout connu, tout subi. Les négociations sur leur dos, l'occupation de leur terre, les massacres, l'expulsion, l'exil, les massacres encore, l'errance, l'indifférence, les massacres toujours.

Sur cette longue agonie, sur ce lent génocide, un silence pesant s'est installé. Celui-ci est fortement compréhensible lorsqu'il s'agit des médias et des États complices (à divers degrés) de cette extermination. Il l'est beaucoup moins lorsqu'il s'agit de la presse et de la pensée littéraire. Aussi cet exposé a pour but de développer l'information et de susciter le débat. Face à une supposée méconnaissance du problème, un bref historique s'imposait.

LES NEGOCIATIONS SUR LEUR DOS

Sous la création du lobby international juif (composante non négligeable du capitalisme triomphant), argumentée par les ravages que cause le poison de l'antisémitisme (pogroms russes, persécutions en Pologne et en Roumanie), Théodore Herzl, en 1897, la création d'un État juif.

PROTESTATION DEVANT LES LIBERTAIRES SUR LE GÉNOCIDE PALESTINIEN

Ensuite, le projet de déclaration Balfour, le rapatriement des juifs et le froid. Il apparaît désormais que vu de l'ac-croissement de la population, les terres qu'elle a acquies (ou qu'ils ont été dupes et que le sionisme est passé du rêve à la réalité.

Ils ne meurent plus : ils crèvent. Comme des bêtes ! Parqués, puis exterminés dans l'immonde abattoir libanais. Décidément, les palestiniens auront tout connu, tout subi. Les négociations sur leur dos, l'occupation de leur terre, les massacres, l'expulsion, l'exil, les massacres encore, l'errance, l'indifférence, les massacres toujours.

Sur cette longue agonie, sur ce lent génocide, un silence pesant s'est instauré. Celui-ci est fortement compréhensible lorsqu'il concerne les médias d'États complices (à divers degrés) de cette extermination. Il l'est beaucoup moins lorsqu'il s'agit de la presse et de la pensée libérale. Aussi cet exposé a pour but de développer l'information et de susciter le débat. Face à une supposée méconnaissance du problème, un bref historique s'imposait.

LES NÉGOCIATIONS SUR LEUR DOS

Sous la pression du hooby international juif (composante non négligeable du capitalisme triomphant), argumentée par les ravages que cause le poison de l'antisémitisme (pogroms russes, persécutions en Pologne et en Roumanie, affaire Dreyfus en France, etc...), théorisée par Théodore Herzl et le premier congrès sioniste (Bâle, août 1897), la création d'un État juif en Palestine devient un objectif imminent.

Durant la Première Guerre Mondiale et l'affrontement avec l'Empire Ottoman, les magouilles, tergiversations diverses, reculades et camouflés ne se comptent plus.

Ensuite, le partage franco-britannique, les divers mandats, la déclaration Balfour, le rapport King Crane souffleront le chaud et le froid. Il apparaît désormais évident aux arabes de Palestine (au vu de l'accroissement de la population juive et de la proportion sans cesse croissante des terres qu'elle acquiert) qu'ils ont été dupes et que le sionisme est passé du rêve à la réalité.

L'OCCUPATION

Le traumatisme de l'holocauste allait hâter les choses.

Le 29 novembre 1947, les Nations Unies votent le charcutage de la Palestine en deux États (l'un juif, l'autre arabe) ; L'État juif représente 54% du territoire, la population simplement 32%.

Le 14 mai 1948, Israël proclame son indépendance.

Dès 1949, l'armistice signé avec Israël par les divers pays arabes en guerre laisse une Palestine démembrée, la moitié de la population est déjà devenue un peuple de réfugiés. Les colonies juives se multiplient, les arabes devant fuir face à cette horde politico-religieuse que l'opinion mondiale soutient.

LES MASSACRES

Lorsqu'ils ne fuient pas, les palestiniens (paysans en majorité) sont victimes d'exactions hors du commun : massacres, villages rasés (technique encore de coutume aujourd'hui), sévices de toutes sortes. Cette répression poursuivant deux buts simples ; s'approprier de nouveaux territoires, mais surtout de par les méthodes employées, susciter la peur et la terreur auprès des populations réticentes. Les instigateurs de ces "boucheries" s'appelaient déjà Ariel SHARON (Stern) ou Menahem BEGIN (Irgoun), et l'extermination des habitants de Deir Yassine (250 morts le 9 avril 1948) qualifiée de terroriste dans le monde arabe n'aura pas, loin s'en faut, ni la "réputation" ni la désapprobation découlant de source qu'a connu son homologue français : Oradour s/Glance.

L'EXPULSION : L'EXIL

Soumis à l'offensive sioniste qui suivit la défaite des armées arabes, confronté à une occupation militaire de leur terre, exposé aux atrocités les plus diverses, un grand nombre de palestiniens s'enfuit, préférant l'exil à la mort. Départ volontaire si l'on veut, tant est qu'ils aient eu un autre choix.

En 1948, 8,2% du peuple palestinien vivaient sous occupation israélienne, 30% étaient soumis aux pouvoirs jordaniens et égyptiens et 61% peuplaient les 57 camps de réfugiés répartis à travers les différents pays arabes : 15 au Liban (14% des réfugiés), 10 en Syrie (9%), 24 en Jordanie (55%) et 8 dans la bande de Gaza (22%) ; de cet exil naîtra forcément l'idée collective de retour, donc de Résistance, d'où la création de toute une ribambelle d'organisations ou groupes porteurs de ce souhait suprême. Dans cet objectif, le rôle des divers sommets arabes, des personnalités marquantes de cette époque (Nasser...), des nombreux congrès palestiniens sera relativement secondaire, la naissance de

l'O.L.P. (29 février 1964) déterminante.

En effet, l'Organisation de Libération de la Palestine redonne l'espoir à tout un peuple, éclaté, disséminé. L'unité (de façade), une prétendue indépendance, les efforts diplomatiques, quelques succès militaires placeront l'étoile de l'O.L.P. au zénith.

LES MASSACRES ENCORE

Mais ces palestiniens trouble-fête qui s'organisent et portent à l'État sioniste des coups de plus en plus nombreux (entraînant des représailles disproportionnées) et retentissants (Karameh : 21 mars 1968) ne sont pas pour plaire aux chefs d'États arabes, soucieux de conserver leur autorité. Les palestiniens vont ainsi découvrir que, toute proportion gardée, Israël n'est pas leur seul ennemi. Commencé par les journées de septembre noir (1970), le roi Hussein et ses troupes (à majorité bédouine) écrasent (au printemps 1971) la Résistance palestinienne en Jordanie. Encore une fois, c'est la route de l'exode. Ils s'installeront au Sud puis au centre, puis au Nord Liban, poussés chaque fois davantage plus loin de chez eux.

LA TRAVERSÉE DU DÉSERT

Va aussi s'opérer un retournement de tendance. Si de 1965 à 1975 environ, la Résistance avait le vent en poupe, tant sur le terrain (militaire) qu'à l'extérieur (politique), la fin de la précédente décennie et les années 1980 (jusqu'à aujourd'hui) allaient montrer bien moins de sympathie pour la cause palestinienne.

Plusieurs raisons à cet état de fait. Tous d'abord la perte de vitesse mondiale des idées marxistes-léninistes (le gauchisme étant malgré tout un grand vivier de solidarité tiers-mondiste), puis le silence complaisant des médias, alors qu'auparavant (de leur manière) ils participaient, en relatant les "exploits" des fedayines, à créer un mythe attirant ; ensuite, on pourrait invoquer bien sûr la situation internationale et pour finir la montée menaçante de l'islamisme.

Bref, les journalistes avaient d'autres chats à fouetter !

Néanmoins, une des responsabilités primordiales de cette mise en quarantaine (provisoire, espérons-le) est le produit de la Résistance elle-même. Désorientée par la répression (venant de tous côtés), déchirée par des querelles et contradictions internes, son image se ternit. Et pourtant, ce n'est pas faute d'avoir tout essayé ! Toutes les ficelles diplomatiques (voir représentation O.L.P. à l'O.N.U.), propagandistes par le fait (nombreux attentats, détournements, pénétrations en Israël),

politiques (organisation de la population en territoire occupé, boycott des produits originaires d'Israël, etc...) seront utilisés, en vain semble-t-il.

LES MASSACRES TOUJOURS

Confirmant ses intentions hégémoniques sur le Liban, Israël, par son opération "Paix en Galilée", portera un nouveau coup à l'O.L.P. Et, lorsque le 20 décembre 1983, Arafat et 4.000 combattants quitteront Tripoli, ils savent que ce départ forcé du Pays du cèdre (le deuxième en seize mois) marque la fin d'une époque, mais la continuité de la curée. Déjà les 17 et 18 septembre 1982, les phalangistes libanais (Kataeb), aidés par les miliciens d'Haddad, soutenus au moins moralement par les militaires israéliens qui contrôlent toute la ville, entrent dans les camps de Sabra et Chatila. Ce sera l'impitoyable boucherie : 3.000 à 3.500 hommes, femmes et enfants seront assassinés en quelques quarante heures sur les 20.000 personnes qui vivaient dans les deux camps à la veille de l'"opération". Le moins que l'on puisse dire c'est que la désapprobation internationale ne fut pas proportionnelle au carnage : L'INDIFFÉRENCE.

En ce mois de février 1987, les camps palestiniens à Beyrouth subissent toujours la même pression. Bien que les bourreaux aient changé de nationalité ou de confession, le résultat est identique. A Bourj Barajneh, assiégée depuis près de quatre mois, la famine s'installe. Après avoir mangé tous les animaux domestiques du camp, ses habitants en seraient réduits à envisager de manger de la chair humaine. Les chiites d'Amal, soutenus par la Syrie, seront désormais les nouveaux geoliers de ce peuple qui n'en finit pas de crever.

La situation dramatique des réfugiés-expulsés ne doit pas faire oublier que sur plus de 4.500.000 palestiniens recensés, près de 40% d'entre eux vivent en Palestine occupée (550.800 en Israël, 833.000 en Cisjordanie, 451.000 en Bande de Gaza : chiffres de 1981). Pour ceux-là, c'est l'humiliation quotidienne, le mépris, l'inégalité institutionnalisée. **Dans le travail** : droits politiques et syndicaux interdits, déplacements surveillés, salaires dérisoires et bien inférieurs à ceux de travailleurs juifs qui, de plus, disposent d'emplois réservés.

Sur la terre : les palestiniens, avant tout peuple d'agriculteurs, subissent de plein front le phénomène des colonies. La multiplication de celles-ci coûte cher à un pays qui a un taux d'inflation proche de 130% et qui survit économiquement grâce à l'aide américaine. En 1982, l'installation de chaque famille de colons coûtait à l'État hébreu et à l'Organisa-

tion Sioniste Mondiale 60 millions d'anciens francs. Dans certains cas, l'armée israélienne confisque la terre et la cède ensuite aux promoteurs. Les palestiniens habitant les territoires occupés, n'ont ni droit de vote, ni droit à la parole, ni le droit de se déplacer, ni droit de posséder la terre et n'ont le droit de construire leur maison que sur des espaces limités à "quelques points en rouge sur une carte". En revanche, les colons, eux, ont tous les droits, notamment celui de circuler armé (pratique inspirée des colons de Kiryat-Arba), et se livrent de plus en plus à des opérations d'intimidation, à des attentats anti-palestiniens.

Dans les villes : des ghettos, toujours des ghettos. Jerusalem, ville symbole s'il en fût, est peu à peu vidée du "cancer arabe". Sous un contrôle militaire permanent, ces "regroupements familiaux" n'ont rien à envier aux bantoustans sud-africains.

Les manifestation : bien évidemment, cette oppression continuelle ne peut qu'inciter à la résistance. Revendication de droits, elle est souvent le fait, tant politique que culturel, de jeunes et des étudiants. Toute réaction de leur part est matée avec la plus âpre fermeté. La population palestinienne est rudoyée pour mettre fin à toute manifestation, des listes sont préparées à l'avance afin de procéder à des arrestations (selon le nombre de places disponibles dans les prisons), des sanctions sont prises à l'encontre des parents des personnes arrêtées, leurs "biens" confisqués et parfois même leurs demeures dynamitées.

Complémentaire à cette répression officielle, des intimidations virulentes ont pour but d'éliminer toute velléité de riposte ; des maires, militants, sont victimes d'attentats (*voir 2 juin 1982*). Les auteurs, couverts par les plus hautes autorités (Sharon en tête) demeureront impunis. Par contre, les victimes, bien que terriblement meurtries, connaîtront toute sorte de "tracasseries" (internement, contrôle permanent, expulsion...).

La prison : dans ces conditions, pas difficile d'imaginer l'accueil réservé aux détenus (*) : même AMNESTY INTERNATIONAL dénonce les conditions de détention, les droits de l'avocat constamment bafoués, les mauvaises conditions d'hygiène, la TORTURE.

Alors qu'à la tribune de l'O.N.U. le sionisme fut assimilé au racisme, les bonnes consciences diplomatiques ferment, comme à l'accoutumée, leurs yeux complices.

L'appui sans faille qu'apporte Israël aux dictatures sud-américaines, le soutien inconditionnel qu'il procure à l'Afrique du Sud et son régime d'Apartheid, sont l'image d'une politique extérieure qu'Israël applique, dans toute son ampleur, à l'intérieur de "son" territoire.

* Sur ce sujet, voir le livre de l'avocate israélienne Félicia LANGER : "Je témoigne", aux Éditions Sociales.

Ce résumé est volontairement exhaustif, se voulant simplement un trait d'union dans le drame palestinien. Il a intentionnellement laissé de côté des événements de première importance dont la narration aurait considérablement allongé ce petit historique. Exemples : le lourd héritage de l'Empire Ottoman, les nombreuses guerres israélo-arabes, les accords de Camp David, le mouvement pour la paix et le dialogue en Israël, etc... etc...

Néanmoins, à sa lecture, comment ne pas être sensible et donc solidaire ?

Les libertaires ont, de tous temps et tous lieux, prétendu dénoncer les oppressions d'où qu'elles viennent. Si, avec l'usure du temps, ces dénonciations ont parfois pris allure commémorative (Révolution russe, Espagne 1936, etc...) il est indéniable que la mouvance libertaire reste vigilante sur les répressions présentes, tant nationales (mobilisation étudiante, racisme, nucléaire...) qu'internationales (Kanak, Afrique du Sud, Pays de l'Est...). Or, il apparaît à la lecture de revues (excepté un dossier Palestine dans *Courant Alternatif* d'octobre 1982) ou catalogues des diverses librairies anars que, malgré la foison de publications existantes en ce domaine, le mouvement libertaire dans son ensemble soit particulièrement pauvre sur le problème palestinien (sur le Moyen-Orient en général). Le livre de Maurice Joyeux ("*Les anarchistes et le problème palestinien*"), par ailleurs épuisé, est bien l'exception qui confirme la règle.

Pourquoi donc une telle absence ?

Il y a plusieurs réponses à cette interrogation qui font, qu'en fait, c'est plus une accumulation de réserves (ou réticences) qu'une opposition globale qui a créé ce visible désintéressement.

Ces pourquoi, quels sont-ils ?

► Ils proviennent tout d'abord d'un manque quasi-total d'information directe. En effet, si quelques rares étudiants palestiniens en villégiature en France affichent des idées anti-autoritaires, force est de constater qu'il n'existe aucun courant libertaire sur le terrain.

Cela peut s'expliquer d'une part par le côté nationaliste de la résistance (à savoir le fait de se battre pour une patrie palestinienne) mais aussi par les influences bien définies qui l'alimentent. Qu'elle soit Pan-arabe, marxiste-léniniste ou islamiste, la résistance dans son ensemble ne saurait ni tolérer ni même envisager de se priver du concept étatique.

► Il serait bien trop long ici de philosopher sur la nécessité ou non d'un État palestinien, avec toutes les lacunes que ce terme suppose. Ennemis de l'État, amis des peuples, les anarchistes ont parfois ten-

dance à simplifier la réalité à l'extrême.

En effet, dans leur immense majorité, les palestiniens sont pour la "solution du retour" avec établissement en Palestine d'un État démocratique (application de la charte de l'O.L.P., cohabitation entre les diverses communautés, etc...) et il est évident qu'un tel projet comporte des barrières effectives à une solidarité active des libertaires.

Mais peut-il en être autrement ?

Quelle autre alternative s'offre à ce peuple désarticulé, dispersé aux quatre coins du Moyen-Orient ?

Reproche-t-on prioritairement aux noirs sud-africains d'à posteriori vouloir créer un État (Azanie), ou soutient-on leur lutte (de façon quasi-unanime) contre l'Apartheid ?

De la même manière, les canaques n'ont-ils pas (face au colonialisme et au Pouvoir Blanc) la sympathie de la mouvance libertaire (cf. *excellent dossier I.R.L. n° 59*), alors que le but de leur combat est aussi la création d'un État (Kanakya).

Pourquoi cela est-il différent avec les palestiniens ?

Certes, l'établissement d'un pouvoir étatique (quel qu'il soit) n'est pas la panacée, loin s'en faut, mais il est préférable à la longue agonie des exilés, car il empêche l'éclatement souvent synonyme de disparition irrémédiable.

Les palestiniens ne doivent pas connaître le même itinéraire que les arméniens ; ils ne peuvent pas, comme ceux-ci, être récupérés ou assimilés ; privés d'une grande part de leur identité, OUBLIES.

► Des critiques s'élèvent aussi quant aux méthodes employées par la Résistance pour parvenir à ses objectifs.

Allergiques à la diplomatie et aux magouilles visant à la prise d'un hypothétique pouvoir, il est compréhensible que les anti-autoritaires n'apprécient point les tribulations de Yasser Arafat et consort. Que ce soit de la tribune de l'O.N.U. ou des diverses "ambassades", ces politiciens ont eu néanmoins le mérite de faire connaître au monde entier l'existence du problème. Les actions armées (pénétrations en Israël, détournements, attentats...) ont elles aussi eu ce rôle. Des dénouements parfois tragiques ont créé un malaise et parfois même de l'antipathie, au vu des cibles visées (synagogues, lieux civils...), dans un milieu où le fanatisme est avec juste raison tant décrié.

Il faut noter toutefois que ces actions critiquables (bien ficelées par les médias) sont relativement rares, et qu'elles n'ont aucune commune mesure avec les repréailles systématiques qui les suivent, dans un parfait silence.

Le rameau d'Olivier dans une main, la Kalachnikov dans l'autre, deux symboles marquant la même volonté : ne pas disparaître.

Là encore (pour l'instant) quelles autres alternatives ?

► Durant une longue période, en fait depuis sa "naissance", la résistance a été divisée en divers groupes hétéroclites. L'aspect laïque de certaines de ses composantes était néanmoins indéniable (marxiste-léniniste principalement). Il apparaît dorénavant que l'influence de ce courant de pensée s'amenuise. En effet, la montée de l'islamisme a considérablement modifié les données du problème.

Errant dans un désert de solitude, cherchant désespérément des alliés, le peuple palestinien a peu à peu été grignoté par l'audience sans cesse croissante d'Ayatollahs ou d'Esbollahs divers.

Deux anecdotes allant en ce sens sont significatives :

★ Lors de l'encerclement de Bourj Barajneh, en janvier 1987, des habitants auraient demandé la permission aux autorités religieuses de manger de la chair humaine.

★ L'apparition comme signature d'actions multiples (attentats, séquestrations...) d'une appellation ô combien évocatrice : Jihad Islamique pour la Libération de la Palestine !!

Bien naturellement, face à cette offensive mystico-militaire, les anti-autoritaires athées invétérés ne peuvent que frémir, sachant fort bien que le terme même de "libération" s'avère incompatible avec celui d'obscurantisme religieux, quelque soit la chapelle.

Cet avènement en force de l'islam, résultat d'incompréhension et d'oppression, rend encore plus difficile une solidarité déjà bien sujette à caution.

Il est aussi, dans une certaine mesure, la conséquence de notre absence : qui n'entend qu'une cloche n'a qu'un son.

Quant au choix tactique (!) effectué par nombre de palestiniens avec ces fanatiques religieux, il est à craindre (à juste raison) que le remède soit pire que le mal.

► Si l'on veut comprendre le conflit israélo-palestinien, on ne peut faire silence sur le traumatisme de l'Holocauste. Parfaitement bien utilisé, le génocide juif est, en fait, l'argument absolu, le justificatif suprême de la politique sioniste. Pourtant, les ex-gazés (n'en déplaise à Faurisson), ex-déportés se sont métamorphosés. De victimes, ils sont devenus bourreaux, car, malgré la désapprobation continue de quelques "bonnes consciences" (Maxime Rodinson, Amnon Kapeliouk, Ilan Halevi...etc) il est indéniable que les juifs israéliens soutiennent dans leur ensemble la politique plus qu'agressive de leurs dirigeants.

L'imagerie du juif persécuté n'a toutefois pas disparu, mythifiée, elle a créé un complexe teinté d'anti-racisme qui suscite l'hésitation, voire la passivité.

L'équation antisionisme = antisémitisme est un de ces arguments dissuasifs sans cesse avancé pour dénigrer et dénaturer toute opposition à l'autoritarisme israélien.

► Les médias jouent, comme à l'accoutumée, un rôle primordial dans cette affaire.

La banalisation de l'horreur par des images choc (10 ans de guerre larvée au Liban, conflit Iran-Irak...) a pour conséquence l'émergence d'un sentiment d'impuissance, entraînant le découragement, la politique des bras baissés.

Le choix, bien réfléchi, des sujets à traiter, Afghanistan-Pologne pour l'URSS, Salvador-Nicaragua pour les États-Unis, est on ne peut plus contestable. A polariser l'information sur des symboles, on en oublie des à-côtés capitaux.

Ainsi, dans le cas qui nous intéresse, le rôle de l'impérialisme US, allié inconditionnel d'Israël, comme gendarme du Moyen-Orient est passé sous silence. Ainsi crée-t-on l'indifférence, d'autant plus facilement que la crise économique régnante a provoqué un repliement individualiste.

Pour beaucoup, survivre devenant une préoccupation prioritaire, le sort des autres importe moins. Et ce n'est pas la mode (superficielle) du keffieh qui changera quoi que ce soit !

Pensant que rien, face à un drame aussi conséquent que l'extermination d'un peuple, n'est pire que l'indifférence. Croyant que quelque part, qui ne dit mot consent, il s'avère nécessaire de rompre le mutisme général.

Les nombreuses réserves évoquées ci-dessus pèsent-elles bien lourd face à un génocide organisé ?

Quelle responsabilité que celle de se taire lors d'une exécution collective !

A l'heure où les oppressions PASSÉES trouvent place dans l'information (diffusion télévisée de "SHOAH", reconnaissance officielle du génocide arménien, etc...) nous devons réagir pour dénoncer l'extermination PRÉSENTE du peuple palestinien. Loin des intérêts tacticiens qui poussent certains (SOS racisme par exemple) à évacuer le problème, afin de conserver une pseudo unité inter-raciale, il est pressant de rompre ce mur de silence où se cassent nos certitudes.

Bien sûr, notre marge de manœuvre est limitée, que faire face à un problème d'une telle ampleur ?

Il n'y a évidemment pas ici de marche à suivre, pas de recette miracle, néanmoins, se dégage en premier lieu une envie d'informer pour ensuite apporter une solidarité, si minime soit-elle, au peuple palestinien.

Avec nos propres moyens d'information (articles, projections—cf. annexe), nous devons poser le problème, y réfléchir ensemble, intervenir.

Tout en restant vigilant, ce n'est pas brader sa propre identité politique, sa propre perception des choses que de leur apporter un nécessaire soutien. Le "jeu" en vaut bien la chandelle. ■

AGOU AMER

Juillet 1987

Annexe

Liste non exhaustive de films sur ce sujet :

- SANAUD (1972. — I.S.M.)
- BEYROUT LA RENCONTRE (1981 — I.S.M.)
- KAFR KASSEM (1974 — I.S.M.)
- MÉMOIRE FERTILE (1980 — I.S.M.)
- THE HOUSE (Les Films du village)

A signaler aussi, la "*Revue d'Études Palestiniennes*" publiée par l'Institut des Études Palestiniennes, afin de suivre trimestriellement l'évolution de la situation.

Avec nos propres moyens d'information (articles, projections—cf. annexe), nous devons poser le problème, y réfléchir ensemble, intervenir.

Tout en restant vigilant, ce n'est pas brader sa propre identité politique, sa propre perception des choses que de leur apporter un nécessaire soutien. Le "jeu" en vaut bien la chandelle. ■

AGOU AMER

Juillet 1981

Annexe

Liste non exhaustive de films sur ce sujet :

- SANAUD (1972 — 1.2.M.)
- BEYROUT LA RENCONTRE (1981 — 1.2.M.)
- KAFA KASSEM (1974 — 1.2.M.)
- MÉMOIRE FERTILE (1980 — 1.2.M.)
- THE HOUSE (Les Films du village)

Cette petite brochure a pour but de développer l'information, susciter le débat.

Pour toute initiative en ce sens :

C.R.A.S.

(AGOU AMER)

B.P. 492

31010 TOULOUSE CEDEX

Ma carte est sur tous les visages

Siham Daoud

La mort n'était pas différente en juin ou en septembre
sur ma carte j'ai tracé les portes
et toutes les fenêtres de mon corps se sont réveillées
Je n'aime pas qu'un menteur dessine ma carte
Ma carte est différente de toutes les cartes du monde
Même s'ils enlevaient toutes les portes.
L'exil m'a noyé
Il m'a noyée dans les gorges des gens
et m'a brûlé devant les portes des gens.
O mon visage
là-bas, tes yeux sont morts dans le noir
et toutes les prières étaient usées
Ils ont transporté les tombeaux dans les musées,
aux théâtres des trois années
Va, mon visage, et vole les masques du geôlier
Va, va, et vole les masques du geôlier
Quand j'ai dormi entre les barrières
mon nom fut écrit sur tous les agendas
le jour de ma naissance, tous les enfants se sont levés
et les pauvres sont morts dans le labyrinthe
et ils arrachèrent tous leurs écrits des poitrines
et des gorges....

SIHAM DAOUD

Poétesse de Ramleh, vivant en Palestine occupée (Israël), écrit en arabe et en hébreux.